

505LM 73/6

3682

(1938-39)

ARCHIVES

Suppression du P.N. 419 sur la Route N^{le} 9 à Perpignan

Lettre S.N.C.F. au Ministre des Travaux Publics	16. 6.38
" " " " "	29.11.38
" " " " "	10. 9.39 <i>signé</i>
Dépêche du Ministre des Travaux Publics au P ^t SNCF	5. 5.39

Ministère
des
TRAVAUX PUBLICS

Paris, le 5 mai 1939

Direction Générale
des Chemins de fer
& des Transports

5ème Bureau

Région Sud-Ouest

Ligne de NARBONNE
à PORT-BOU

Suppression du P.N.
419 sur la R.N. 9
à PERPIGNAN

Midi 318 - 83

COPIE

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Adminis-
tration de la Société Nationale des Chemins
de fer

Par lettres du 29 novembre 1938 et du 10 février 1939, vous avez rappelé les conditions dans lesquelles la Compagnie du Midi s'était engagée à réaliser la suppression du passage à niveau n° 419 à PERPIGNAN, et vous m'avez exposé que si la Société Nationale n'entendait pas revenir sur les engagements de principe posés par la Compagnie du Midi, il ne lui était pas possible, vu sa situation financière actuelle, de prendre à sa charge la totalité des dépenses entraînées par la suppression de ce passage à niveau.

Après avoir examiné cette affaire, j'estime que, compte tenu de la situation financière de la Société Nationale et des variations des conditions économiques depuis les premières études de la suppression du passage à niveau n° 419, il n'est pas possible de mettre à la charge de la Société Nationale la totalité des dépenses de suppression de ce passage à niveau. Je décide, en conséquence, que la participation du chemin de fer

sera de 50 % de ces dépenses, dans la limite d'un maximum de 2 millions de francs. La Société Nationale devra se mettre en rapport avec le Service des Ponts et Chaussées des Pyrénées Orientales, en vue de dresser le projet d'exécution des travaux qui lui incombent. Ce projet et vos propositions relatives à l'imputation, au compte des travaux complémentaires, de la participation de chemin de fer définie ci-dessus, seront soumis à mon approbation suivant les règles habituelles.

J'observe, d'autre part, que l'Exploitation Commune des Réseaux d'Orléans et du Midi n'a mis aucune hâte à étudier le projet de suppression de ce passage à niveau, et semble avoir cherché à éluder les engagements pris à ce sujet, en 1927, par la Compagnie du Midi, et sanctionnés à deux reprises par l'Administration; je vous prie de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que de tels errements ne se reproduisent plus à l'avenir.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

A. de MONZIE

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

- 2 -

Région du Sud-Ouest

Perpignan

Suppression du P.N.
n°419Veg 694 - 496 - 1
D.379/1

29 novembre 1938.

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par délibération du 7 octobre 1927, la Chambre de Commerce de Perpignan avait accepté de participer pour une somme de 5.000.000 fr. à des travaux d'amélioration des installations des messageries et de la Petite Vitesse de la gare de Perpignan, sous la condition que la Compagnie du Midi poursuivrait, aussitôt après et à sa seule charge, les améliorations de la gare de triage et la suppression du passage à niveau n°419 sur la route nationale n°9. Ces travaux firent l'objet d'un projet présenté le 11 février 1928.

A la suite de l'accroissement du trafic, la Compagnie du Midi présentait, le 21 février 1930, un projet rectificatif beaucoup plus important.

Par décision du 29 août 1932, vous avez bien voulu approuver ce dernier projet, acceptant d'en disjoindre la partie se rapportant à la suppression du passage à niveau, mais en demandant à la Compagnie du Midi de vous soumettre dès que possible, un nouveau projet de suppression du passage à niveau n°419, dont la charge lui incomberait entièrement.

La Compagnie P.O.-Midi ayant consacré, à l'extension des travaux d'amélioration des installations de gare primitivement prévues, les disponibilités financières dont elle disposait à l'époque, la suppression du passage à niveau 419 fut laissée de côté.

La S.N.C.F. ne veut pas revenir sur les engagements de principe pris par la Compagnie du Midi, mais, étant donné sa situation financière actuelle, il ne nous paraît pas possible, pour le moment, de donner satisfaction à la demande de la Chambre de Commerce de Perpignan. Nous ne pourrions le faire que si le Service Vicinal, qui vient d'établir pour la suppression de ces passages à niveau un nouveau projet de déviation de la Route Nationale N°9 dans le cadre des grands itinéraires routiers, participait à la dépense dans une proportion importante.

.....

Monsieur le Ministre des TRAVAUX PUBLICS,
Direction Générale des Chemins de fer,
(1er Bureau)

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire connaître dans quelle mesure cette participation pourrait nous permettre de reprendre le projet;

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: GUINAND.

A.L.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Fixation de la participation
de la S.N.C.F. aux dépenses
de suppression de P.N.

16 juin 1938.

D. 370/2

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 8 novembre 1937, M. le Président du Comité de Direction des Grands Réseaux vous a proposé de modifier l'accord intervenu en 1930 au sujet de la participation du chemin de fer aux dépenses de suppression de passages à niveau et de ramener cette participation à la simple capitalisation des économies de gardiennage. Dans cette lettre, il était spécifié toutefois que les Réseaux étaient disposés à maintenir les participations indiquées pour les projets ayant déjà fait l'objet d'une décision ministérielle prescrivant la mise à l'enquête.

Par la suite, vos Services ont établi la liste des passages à niveau dont la suppression est envisagée à brève échéance et dont l'instruction était en cours lors de la réception de la lettre précitée. Cette liste comprend 91 passages à niveau, que l'on peut ranger dans 3 catégories :

1°) 29 P.N. dont la suppression a fait l'objet de décisions ministérielles fixant, sans réserves, la participation des Réseaux;

2°) 49 P.N. pour lesquels des négociations étaient engagées en vue de déterminer la participation des Réseaux, les chiffres envisagés n'ayant pas fait l'objet de décisions définitives.

3°) 13 P.N. pour lesquels la fixation de notre participation n'avait pas encore été mise en discussion.

Le tableau ci-annexé donne la nomenclature par catégories des 91 passages à niveau en question.

Pour les 29 premiers, nous considérons que le montant de notre participation est fixé définitivement et n'est, par conséquent, susceptible d'aucune révision. Ce point de vue n'a d'ailleurs pas été contesté au cours d'une Conférence tenue récemment dans le Cabinet de M. le Directeur Général des Chemins de fer et des Transports.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.-

En ce qui concerne les 49 passages à niveau de 2ème catégorie, les chiffres indiqués dans les discussions antérieures comme participations des Réseaux, et généralement calculés sur la double capitalisation avant l'application de la loi de 40 heures, donnent un total de 27 millions environ.

C'est à cette somme que nous étions désireux de maintenir notre participation alors que vos Services de la Voirie routière estimaient que cette participation devait être révisée en tenant compte des frais réels après application de la loi de 40 heures et du taux actuel du loyer de l'argent, la double capitalisation étant toujours appliquée. Dans les conditions ci-dessus notre participation se serait élevée à 36 millions environ pour les 49 passages à niveau. Au cours de la Conférence rappelée ci-dessus, vos Services (Direction des chemins de fer et des Transports et Voirie Routière) ont accepté le principe d'un certain abattement sur le montant total de cette réévaluation.

La S.N.C.F. de son côté accepte cette solution transactionnelle et je vous propose de fixer globalement la participation de la S.N.C.F. au chiffre intermédiaire de 33 millions : cette subvention globale forfaitaire serait répartie ensuite d'un commun accord entre les 49 suppressions, pour faciliter l'aboutissement des combinaisons financières élaborées.

Pour les 13 passages à niveau de la 3ème catégorie, nous estimons que c'est la nouvelle règle proposée, c'est-à-dire, la simple capitalisation des dépenses de gardiennage qui doit être appliquée. Vos services n'ont d'ailleurs pas contesté ce point de vue.

L'effort financier fourni par la S.N.C.F. pour la suppression de ces 91 passages à niveau serait réparti sur un délai de 4 années à partir du 1er janvier 1938. Les crédits alloués au compte des Travaux Complémentaires permettent cet effort en 1938.

Toute participation à des suppressions nouvelles de passages à niveau qui pourrait nous être demandée serait en principe subordonnée à nos possibilités financières et reportée à une époque où la réalisation du programme ci-dessus serait suffisamment avancée.

Je vous demanderai, Monsieur le Ministre, de bien vouloir prendre une décision conforme à ces propositions, et je vous renouvelle l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.

ed)

SUPPRESSION des PASSAGES à NIVEAU

Participation financière de la Société Nationale des Chemins
de fer français.

I - 29 P.N. dont la participation est définitivement fixée .

Régions	Désignation des Passages à niveau	Département	Montant de la participation	Observations
EST	Villiers-le-Sec	Hte-Marne	960.000 fr	
	Cernay-les-Reims (St-Léonard)	Marne	400.000	
	Abaucourt	Meuse	417.000	
	Brienne-le-Château	Aube	157.000	
	Vézelize	M.&M.	185.000	
	Pouxoux	Vosges	130.000	
	Jarménil	Vosges	129.000	
	Dinozé	Vosges	128.000	
	Bazoilles	Vosges	529.000	
	Longwy	M.&M.	902.000	
	SOMMESOUS	Marne	129.000	
	Montesson	Hte-Marne	125.000	
	Rouceux	Vosges	130.000	
NORD	Péronne	Somme	150.000	
	Avesnes	Nord	150.000	
	Armentières	Nord	735.000	
	Ailly-s/Somme	Somme	985.000	
	Cambrai	Nord	570.000	
	Petit-Ronchin	Nord	170.000	
	Hirson	Aisne	1.520.000	
SUD-EST	Fontenay-s/Loing	Loiret	535.000	
	Sermizelles	Yonne	65.000	
	Mondragon	Vaucluse	578.500	
	Culoz	Ain	962.000	
	Le Teil	Ardèche	1.170.000	
	Orgon	B.du.R.	578.350	
	Novillars	Doubs	440.000	
SUD-OUEST	Agen	L.&G.ar.	960.000	
	Rodez (St-Pierre)	Pyr.Orien.	180.000	
			<u>14.069.850</u> =====	
			

II - 49 passages à niveau pour lesquels la participation est à fixer à un total forfaitaire.

Désignation des Passages à niveau.-	Département	Participations qui ont été indiquées au Contrôle ou aux P.C.	Observations
<u>Région de l'EST</u>			
Dommartin-les-Toul	M & M.	545.000	
Mohon	Ardenne	826.000	
Ailleville	Aube	473.000	
Nogent-s/Seine	Aube	1. 064.000	
Troyes-St-Martin	Aube	826.000	
Blacy	Marne	822.000	
Meuse	Hte-Marne	529.000	
Châtenay	Hte-Marne	938.000	
Stenay	Meuse	128.000	
Jury-les-Metz	Moselle	735.000	
Mommenheim	Bas-Rhin	720.000	
Russ-Hersbach	Bas-Rhin	560.000	
Protez-les-Vesoul	Hte-Saône	815.000	
Brény	Aisne	114.000	
Longuey	M & M.	122.000	
<u>Région du NORD</u>			
Doingt	Somme	250.000	
Pont-les-Erie	Somme	100.000	
Orchies	Nord	655.000	
Hyencourt-le-Petit	Somme	370.000	
Crépy-en-Valois	Oise	275.000	
Pont-de-Briques	P.de Calais	465.000	
Béthune	P. de C.	850.000	
<u>Région de l'OUEST</u>			
St-Germain-en-Laye	S.&O.	558.500	
Houilles-Sartrouville	S.&O.	376.500	
Les Grelets (Angoulême)	Charente	419.000	
A reporter.....		13.536.000	

1. The first line is a simple definition of the word "definition".

• • • • •

III - 13 Passages à niveau pour lesquels la participation sera fixée à la simple capitalisation après les 40 h.

Régions	Désignation des Passages à niveau	Départements	Observations
EST	Sézanne	Marne	
	Romains-Méhoncourt	M.&. M.	
	Bréviandes	Aube	
	La Chapelle St-Luc	Aube	
	Chambrey(Salonnnes)	Moselle	
	Chauvonnecourt(St-Mihiel	Meuse	
	Phalsbourg	Moselle	
SUD-EST	Ivry-en-Montagne	C.d'Or	
	Les Chères	Rhône	
	Arcy-s/Cure	Yonne	
	Chambéry	Savoie	
	Saulieu	C.D'Or	
SUD-	La Teste	Landes	